

N



## NATIONALISATIONS.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 2 de la loi 45-015 du 2 décembre 1945 sur la nationalisation de la Banque de France, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 221.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Louvel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à doter les entreprises nationalisées d'un statut commun de l'entreprise publique, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 318.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Proposition de loi de M. Vedrines et plusieurs de ses collègues tendant à la rupture des contrats affermant le domaine thermal de l'Etat à des sociétés privées d'exploitation et à la nationalisation de toutes les ressources thermales appartenant à des sociétés, privées, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des affaires économiques et pour avis à la Com-

mission des finances et à la Commission de la famille), n° 444.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation de la sidérurgie, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 682.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Proposition de loi de M. Louvel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 septembre 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 957; rapport le 20 septembre (2<sup>e</sup> séance) par M. Louvel, n° 958. Adoption le 27 septembre 1946 (1<sup>re</sup> séance). — Proposition de loi n° 70

Loi du 21 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 22 octobre.

**DISCUSSION** [27 septembre 1946] (A., p. 4165); Est entendu dans la discussion générale, M. Louvel, *Rapporteur*; Clôture de la discussion générale (p. 4166); Amendement présenté par M. Valentino tendant à la nationalisation des entreprises des départements de la

Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion (p. 4166); Demande de renvoi de la discussion présentée par M. Pierre Cot (*ibid.*); Rejet (*ibid.*); Retrait de l'amendement de M. Valentino (*ibid.*); Art. 1<sup>er</sup> (*ibid.*); Adoption (p. 4167). — Art. 2 à 4: adoption (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*). = Ont pris part à la discussion: MM. Pierre Cot, Louvel, *Rapporteur*; Valentino.

§ 6. — Proposition de loi de M. Valentino tendant à compléter la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 septembre 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 1103.

Il n'a pas été présenté de rapport.

**NATIONALISATIONS**, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

### NATIONALITÉ FRANÇAISE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux portant définition de la nationalité française et fixant les règles de l'immigration des étrangers et de leur naturalisation, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 77.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de loi de M. Alfred Krieger et plusieurs de ses collègues tendant à étendre l'application des dispositions de l'article 8, chapitre IV de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française aux femmes des départements du Rhin et de la Moselle, réintégrées de plein droit, mais ayant perdu leur nationalité du fait de mariage, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 406.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Proposition de loi de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, portant codification de la nationalité française, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 458; rapport collectif le 10 septembre (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Guillon, n° 718 (voy. *ci-dessous*, § 4).

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 4. — Projet de loi complétant l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 août 1946 par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 475; rapport collectif le 10 septembre (2<sup>e</sup> séance) par M. Jean Guillon, n° 718; rapport supplémentaire collectif le 24 septembre par M. Jean Guillon, n° 1024 (voy. *ci-dessus*, § 3). Adoption sans débat le 1<sup>er</sup> octobre 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 81.

Loi du 16 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 17 octobre.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les formalités de naturalisation des immigrés d'origine arménienne ayant servi sous les drapeaux français, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 septembre 1946 (3<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 999.

Il n'a pas été présenté de rapport.

**NATURALISATION.** — Voy. *Nationalité française*, §§ 1, 3.

**NAVIGATION AÉRIENNE.** — Voy. *Facilités de circulation*, § 3.

**NAVIGATION INTÉRIEURE (Agents de la)**, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS).

**NOMS (Changement de).**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les changements de prénoms donnés sous la contrainte de l'ennemi dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 463.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la procédure relative aux changements de nom, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 août 1946 (2<sup>e</sup> séance)

(renvoyée à la Commission de la justice) n° 547.

Il n'a pas été présenté de rapport.

**NON-PRODUCTEURS.** — Voy. *Ravitaillement*, §§ 1<sup>er</sup>, 2, 9, 13.

**NON-PRODUCTEURS (Ravitaillement des)**, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (RAVITAILLEMENT).

**NORD ET PAS-DE-CALAIS (Rations supplémentaires de sucre dans les départements du)**, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (RAVITAILLEMENT).

**NOTAIRES (Tarif des).** — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 10.

**NOUVELLE-CALÉDONIE.** — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 19.